



ASSOCIATION URGENCE LIGNE POLT

2 rue Galilée, 18100 VIERZON

contact@urgencelignepolt.fr - www.urgencelignepolt.fr

MOTION ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du 12 octobre 2024 à LIMOGES (Haute-Vienne)

TOUS UNIS POUR UNE DESSERTE FERROVIAIRE DYNAMIQUE, RESPECTUEUSE DES USAGERS ET DE NOS TERRITOIRES

2024 a connu une dégradation sans précédent de la circulation des trains sur la ligne POLT (vétusté accrue du matériel, insuffisance de la maintenance, d'entretien des voies et de leurs abords...).

Cette dégradation a amené notre association à organiser une manifestation sur l'ensemble de la ligne le 27 janvier dernier. 2 000 personnes ont participé, démontrant l'exaspération de toutes et tous.

Mais nous n'avions pas tout vu.

Coup sur coup, sont annoncés le troisième report de livraison du nouveau train « Oxygène », de fin 2025 à fin du premier trimestre 2027, et l'arrêt de toute circulation des trains en journée, pour cause de travaux au nord d'Orléans, pendant plus de six mois à compter d'août 2025, réduisant de près de moitié le nombre d'allers-retours chaque jour.

Cette situation est totalement insupportable.

Elle constitue un préjudice grave aux usagers qui paient et n'ont pas le service qu'ils sont en droit d'attendre. Elle porte préjudice à l'économie de nos régions. Elle porte préjudice à leur image.

Pour ces raisons nous demandons une baisse générale des tarifs, au moins pendant la durée des travaux et en attendant l'arrivée des nouveaux trains.

Personne ne doit oublier également le préjudice créé par au moins quinze années de tergiversations, de non décision, voire même de début d'abandon de la ligne POLT, retardant d'autant sa régénération et sa modernisation.

Le défi à relever par la SNCF et l'État est immense pour être à la hauteur de leur responsabilité.

Nous demandons et ce n'est pas « la lune » :

- En premier lieu, qu'avant l'arrivée des rames « Oxygène », les trains roulent, ce qui suppose un nombre de locomotives suffisant et en état de marche et nécessite des centres de maintenance renforcés en personnel et moyens techniques.

- D'accroître le nombre de locomotives de réserves et d'agents de conduite (comme pour les JO) en passant de 3 à 4, voire 5 et de stationner une locomotive à VIERZON et une à LIMOGES pour faciliter les secours sur la ligne.
- Une organisation différente concernant les travaux, en particulier au nord d'Orléans, avec le travail sur une voie.
- De prévoir le « détournement » d'un ou deux trains.
- Une concertation avec les régions pour les problèmes de correspondances pendant l'application du plan de transport adapté et afin de faciliter l'accès aux usagers des TGV à POITIERS à partir de LIMOGES et TOURS à partir de VIERZON, avec une diminution du prix du billet.
- Le doublement des rames... (14 Voitures au lieu de 7).
- De ne pas écarter l'hypothèse de certains travaux la nuit sur cette section.
- D'accélérer la livraison des rames « Oxygène » en demandant à l'entreprise CAF de se doter des moyens humains et techniques à la hauteur des exigences du cahier des charges de l'appel d'offres dont elle a bénéficié.
- Le respect du schéma directeur qui va prendre deux ans de retard (nouvelles rames, travaux de modernisation, mise en place des gains de temps...).
- D'aller plus loin dans le programme de modernisation des infrastructures en affectant des crédits supplémentaires dans le cadre d'un plan de relance du transport dont le ferroviaire, tel que celui annoncé en février 2023, dit « Plan BORNE » (100 milliards d'€) .
- De prendre dès maintenant les décisions et mesures permettant de :
 - passer à 14 allers-retours (avec au moins 6 dessertes par gare), ce qui suppose la commande de 8 rames supplémentaires .
 - d'abaisser le temps de trajet à 2h40 dans un premier temps entre Paris et Limoges et de gagner 45 min de Paris à Toulouse.

Nous ne nions pas les efforts effectués depuis quelques mois, mais ils sont et seront insuffisants.

Nous en appelons à la mobilisation de toutes et tous pour que Etat et SNCF placent en haut de la pile de leurs préoccupations les lignes POLT et Paris-Clermont. Ce n'est pas un privilège que nous sollicitons, il s'agit d'une simple question d'égalité entre territoires. En effet, nous avons à surmonter le choix fait d'un sous-investissement permanent, celui de tergiversations incompréhensibles pour la modernisation de cette ligne, enfin d'un manque de considération pour ces régions centrales, provoquant un déficit d'image et d'attractivité pénalisant.

La question posée aujourd'hui n'est plus celle d'une amélioration, mais celle d'un rattrapage dû à nos territoires. Le retard pris vis-à-vis des autres régions doit être résorbé.

Si le schéma directeur constitue un premier pas, la fin de sa mise en œuvre est sans cesse différée et les discussions pour son amélioration ne débouchent pour l'instant sur aucune décision. Le renvoi à des considérations financières n'est pas recevable vu le retard pris pour les investissements, vu la faiblesse des financements dans le ferroviaire comparés aux plus grands pays européens, vu les milliards engagés pour des lignes LVG et ceux promis pour les RER des métropoles.

Nous demandons donc :

- La livraison dès 2026 des 1ères rames « Oxygène ».
- La **commande de 8 rames supplémentaires** pour réaliser les 14 AR ayant déjà existé et surtout nécessaires pour augmenter la fréquentation dans les transports publics et ainsi, répondre aux enjeux écologiques, économiques et sociaux actuels ;
- Dans le même but, de créer les conditions pour une **véritable relance du fret ferroviaire sur l'axe POLT**, activité indispensable pour contribuer au développement économique des territoires desservis et à la réduction du bilan carbone ;
- La décision de passer dès 2027 à un **trajet Paris-Limoges à 2h40 et gagner 45 min pour Paris-Toulouse** ;
- De **limiter les contraintes pour les usagers pendant les travaux**, comme le demande le Conseil d'Orientation des Infrastructures ;
- De **réduire de façon substantielle les tarifs des trajets pendant les travaux et avant l'arrivée des nouveaux trains**.

**Nous demandons simplement justice pour une ligne
si longtemps abandonnée.**

Nous demandons l'équité pour des régions trop longtemps délaissées.

Fait, le 12 octobre 2024